



La chute de Kaboul à la lumière des précédents chinois et vietnamien

Bruno SENTENAC | Magistrat et ancien conseiller technique du Parlement afghan.

De l'Histoire, nous apprenons que nous n'en apprenons rien. (HEGEL)

Lorsqu'en août 2021 les images de la chute de Kaboul se répandirent, suivies par celles de l'évacuation chaotique, dramatique, des Américains et de leurs alliés afghans, d'autres images plus anciennes revinrent à la mémoire : celles de la chute de Saïgon en avril 1975 et du ballet d'hélicoptères évacuant de la capitale sud-vietnamienne prise de panique les personnels militaires et civils américains, et leurs alliés d'alors.

Au-delà de ces images tragiques, peu de médias américains rappelèrent les analyses que Robert McNamara, l'ancien secrétaire à la Défense des présidents Kennedy et Johnson, et l'un des principaux architectes de la guerre du Vietnam, avait développées en 1995 dans son livre *Avec le recul/La tragédie du Vietnam et ses leçons*. Aucun ne remonta assez loin pour rappeler les critiques que valurent au président Truman son « abandon » du gouvernement nationaliste de Tchang Kai-chek et la victoire des communistes chinois menés par Mao.

Et pourtant, le souvenir de ces deux épisodes historiques n'a certainement pas manqué de hanter les responsables américains lorsqu'ils prirent la décision de « débrancher » le gouvernement en place à Kaboul. Qu'il s'agisse de l'instabilité politique, de la corruption du régime ou du délitement de l'armée, la situation afghane et la décision des États-Unis de se dégager de cette « guerre sans fin » se sont bien situées dans le droit-fil des expériences chinoise et sud-vietnamienne.

La victoire des communistes chinois en octobre 1949 et le Livre blanc sur la Chine d'août 1949 : comment on « perd » un pays

Après la parenthèse de l'« union sacrée » contre l'envahisseur japonais, la guerre civile entre les nationalistes et les communistes avait repris en 1946. Dès



1947, le gouvernement américain s'interrogea sur l'opportunité de poursuivre son soutien au régime de Tchang Kaï-chek, dont les chances de l'emporter paraissaient de plus en plus faibles. Le 2 juin, l'Administration Truman ne reconduisit pas l'aide financière à la Chine, ce qui suscita les premières attaques (surtout de la part des Républicains) contre sa politique d'« abandon » de l'allié chinois. Le 1^{er} octobre 1949 était proclamée la République populaire de Chine.

Avant même la victoire des communistes, et pour contrer les premières critiques que suscitait sa politique chinoise, le département d'État proposa au printemps 1949 de publier un rapport qui démontrerait sans contestation possible que la victoire des communistes était inéluctable en raison des insuffisances du gouvernement nationaliste, irrémédiablement incapable de vaincre. Le président Truman donna pour instruction à Dean Acheson – qui venait de remplacer le général Marshall comme secrétaire d'État – de faire en sorte que le rapport fût « objectif et impartial ». Le document devait convaincre par lui-même, par la seule exposition des faits – c'est-à-dire la décrépitude du gouvernement nationaliste, la démoralisation de son armée, l'incompétence de ses généraux, uniquement occupés à conserver leurs places.

Le rapport fut publié le 5 août 1949 par le département d'État sous le titre *Relations des États-Unis avec la Chine* ; on lui donna presque immédiatement le nom de *Livre blanc sur la Chine* et c'est ainsi qu'il est resté dans l'histoire. En un peu plus de mille pages, il rassemblait une sélection des plus importants documents diplomatiques retraçant l'évolution des relations entre les États-Unis et la Chine depuis 1843, en insistant sur la période 1944-1949.

Même si l'intention de l'Administration Truman était que le rapport « parlât par lui-même », Dean Acheson le fit néanmoins précéder d'une « Lettre de transmission » au président Truman, une longue introduction dans laquelle il tirait les conclusions de cette masse de documents. Selon lui, l'administration américaine avait fait tout ce qui avait été en son pouvoir pour aider Tchang Kaï-check à l'emporter sur les communistes, mais cette aide n'avait servi à rien en raison de la corruption du gouvernement nationaliste, de la lutte pour le pouvoir qui en son sein avait pris le dessus sur tout autre considération, même sur la guerre contre les troupes de Mao, les dirigeants nationalistes étant convaincus qu'en tout état de cause les États-Unis feraient ce qu'il faudrait pour les sauver. La chute imminente de la Chine aux mains des communistes n'était donc aucunement imputable à la politique américaine ; elle était le résultat de tendances lourdes que les États-Unis n'avaient pu infléchir. Les causes profondes de la défaite des nationalistes et de la victoire des communistes étaient internes à la Chine ; aucune puissance extérieure – ni les États-Unis, ni l'URSS – n'avait de prise sur elles.

Si l'Administration Truman avait espéré que le *Livre blanc* mettrait fin aux critiques sur la « perte de la Chine », cet espoir fut immédiatement déçu. Le *Livre blanc* fut accusé de partialité, considéré comme un exercice d'autojustification

mené par une administration défailante, pour ne pas dire un « mémoire d'avocat » au service d'un accusé sur la défensive. Un membre influent du « lobby chinois » l'appela « L'histoire de la trahison de la République chinoise ». On accusa aussi sa publication prématurée d'avoir donné le coup de grâce au gouvernement nationaliste, dont l'exposition des défauts et turpitudes faisait le jeu des communistes.

Chez les Républicains et dans une partie de l'opinion publique, l'idée subsista que le gouvernement américain n'avait pas tout fait pour éviter la catastrophe finale, qu'une aide militaire et financière modeste aurait pu sauver le gouvernement de Tchang et que la politique américaine envers la Chine avait été influencée par des agents communistes. Dès le début de 1950, McCarthy s'efforçait de discréditer le département d'État dans son ensemble.

Le seul qui fit justice au *Livre blanc* et qui en tira la bonne question fut l'éditorialiste Walter Lippmann, qui demanda pourquoi l'administration américaine avait continué à aider aussi longtemps et de façon aussi massive le camp qu'elle savait condamné... À peu de chose près, ce débat pourrait s'appliquer à la situation afghane : il suffit de remplacer « Chine » par « Afghanistan », « gouvernement nationaliste » par « gouvernement de la République islamique d'Afghanistan » et « communistes chinois » par « Talibans ».

La chute de Saïgon et le *mea culpa* de Robert McNamara

Dans son ouvrage sur la guerre du Vietnam, Robert McNamara ne fit pas explicitement référence au *Livre blanc*, alors que les parallèles sont évidents dans les leçons qu'il tira après coup du drame vietnamien.

« À l'époque, nous aurions dû voir clairement que les deux préalables qui conditionnaient la décision du président Kennedy d'envoyer des conseillers militaires au Sud-Vietnam n'étaient pas remplis et qu'en fait ils ne pouvaient pas l'être : la stabilité politique n'existait pas et il était improbable qu'elle émergeât un jour ; et les Sud-Vietnamiens, même avec notre aide à l'entraînement et notre soutien logistique, étaient incapables de se défendre eux-mêmes.

Étant donné ces faits – et c'était des faits –, je suis persuadé que nous aurions pu et dû nous retirer du Sud-Vietnam soit à la fin de 1963, pendant les troubles qui ont suivi l'assassinat de Diem, soit à la fin de 1964 ou au début de 1965, au vu de l'affaiblissement politique et militaire continu du pays. »

Est-ce à dire que les enseignements du *Livre blanc* avaient été « oubliés », quinze ans plus tard ? C'est difficile à croire, ne serait-ce que parce que Dean Acheson fut associé à l'escalade militaire américaine par sa participation au groupe des « Sages » (d'anciens très hauts responsables politiques et militaires américains) que le président Johnson avait constitué en 1965 pour le conseiller sur la marche à suivre au Vietnam face à la détérioration de la situation sur le terrain. Mais le conseil qu'il donna fut de « mettre le paquet », d'augmenter fortement le niveau



d'engagement militaire sur le terrain afin que les États-Unis ne « perdent » pas le Vietnam comme ils avaient « perdu » la Chine en 1949. La perspective des dégâts politiques internes et de la perte de crédibilité internationale qui découleraient d'un tel « échec » l'emportait de toute évidence sur la prise en compte des données locales.

Connaissant ces expériences historiques, pourquoi s'engager si vite et se désengager si tardivement ?

C'est que, aussi claire qu'elle soit, la leçon qu'on en tire est presque impossible à appliquer en pratique.

- En premier lieu, il est toujours difficile de conclure avec certitude, sur le moment, que la défaite est inéluctable et que rien de ce qu'on pourra faire pour aider un régime ami ne pourra éviter une défaite.

Pour paraphraser le philosophe danois Søren Kierkegaard, « l'histoire en cours se vit en regardant vers l'avenir [qui n'est pas connu...], alors que l'histoire se comprend et s'écrit en se retournant vers le passé [ce qui est bien plus facile, puisqu'on le connaît] ».

Après coup, il est toujours facile d'expliquer qu'un régime était condamné car trop faible, trop corrompu, incapable de se défendre lui-même, non viable ; sur le moment, c'est infiniment plus difficile.

- En deuxième lieu, la catastrophe qui suit un retrait est forcément considérée comme une conséquence directe de celui-ci et inévitablement mise sur le dos de la puissance qui « déserte devant l'ennemi », bien plus qu'attribuée aux insuffisances et aux turpitudes du gouvernement local.

En Afghanistan, l'annonce du retrait américain suite aux Accords de Doha de février 2020 entre l'Administration Trump et les *Talibans* a suffi à provoquer dans l'armée afghane un effondrement du moral qui permit à ceux-ci d'entrer dans Kaboul sans combats et avant même le départ des derniers soldats américains. Dans l'opinion publique, les médias, la première cause de cette victoire des insurgés islamistes est bien le désengagement militaire américain, quelles qu'aient été par ailleurs les insuffisances du gouvernement républicain.

- Ensuite, un retrait reste la reconnaissance d'une erreur initiale, pour ne pas dire un aveu de faiblesse. Et montrer de la faiblesse, c'est inviter l'adversaire à avancer ses pions.

Le refus des Américains de poursuivre leur engagement en Chine encouragea Staline et Mao – persuadés que les Américains ne feraient rien pour sauver le régime de Syngman Rhee – à donner leur feu vert à Kim Il-sung pour attaquer la Corée du Sud en juin 1950.

- Dès lors, se retirer trop vite ou trop facilement d'une « cause perdue » (ou considérée comme telle), c'est courir le risque de devoir intervenir plus tard, dans le cadre d'une opération potentiellement bien plus coûteuse en hommes et en ressources financières.

Contrairement aux calculs de Staline et Mao, les États-Unis intervinrent en force après l'agression de la Corée du Sud par les forces communistes. Au total, 1,8 million d'Américains servirent pendant la guerre, et les pertes s'élevèrent à quelque 36 000 morts et 92 000 blessés.

- Si une puissance intervenante tarde toujours à se retirer, c'est parce qu'elle espère jusqu'à la fin que le pouvoir qu'elle aide, comprenant les enjeux – dont, au premier chef, sa propre survie... –, mettra en œuvre les réformes nécessaires pour lui assurer le soutien de la population – qui est, comme l'a expliqué David Galula, le vrai terrain à conquérir dans une guerre d'insurrection.

Or, cet espoir est presque systématiquement déçu. En général, les gouvernements aidés n'arrivent pas à mettre en place ces réformes, à la fois par incompetence, défaut de légitimité et d'autorité politiques, mais surtout par manque de volonté, car ces réformes remettraient en cause les fondements de leur pouvoir.

En 1965, ayant observé sur le terrain la corruption généralisée de l'administration sud-vietnamienne, le lieutenant-colonel John Paul Vann proposa que les États-Unis financent et mettent en œuvre eux-mêmes dans les campagnes, en passant par-dessus le gouvernement de Saïgon, une « révolution sociale » – comportant une vaste réforme agraire – qui leur aurait attaché la paysannerie vietnamienne. Ce qu'il proposait n'était rien de moins qu'une « colonisation bienveillante » du pays par les États-Unis, avec un ambassadeur américain devenu une sorte de proconsul, qui aurait pu nommer et démettre les généraux et ministres incompetents. L'enjeu étant la survie du régime en place, il fallait mettre entre parenthèses le principe de souveraineté pour, en quelque sorte, « sauver malgré, voire contre ses dirigeants le pays aidé ». Son projet ne fut jamais sérieusement examiné, encore moins pris en compte.

*

**

Un retrait n'est que la conclusion d'un engagement.

Pas d'engagement, pas de risque d'enlèvement, *a fortiori* pas de défaite sur le terrain et pas de retrait honteux. Mais ne pas s'engager en présence d'un drame ou d'une menace imminente, c'est courir le risque de critiques potentiellement aussi vives que celles qui suivent un engagement et un retrait chaotiques, comme les États-Unis en firent l'expérience lorsqu'ils s'abstinrent d'intervenir au Rwanda en 1994. En 2013, dans une *interview*, l'ex-président Clinton considéra que



300 000 vies auraient pu être sauvées si les États-Unis étaient intervenus rapidement après le début du génocide.

On en revient à cette question que McNamara posait dans son livre, lorsqu'il se demandait à quelles crises les États-Unis devaient répondre : « À partir de quel degré de souffrance humaine devons-nous réagir ? »

Éléments de bibliographie
(par ordre de parution)

Sur la « perte de la Chine » :

RINTZ William A., « The Failure of the China White Paper », *Illinois Wesleyan University*, 2009.

DALLEK Robert, *The Lost Peace / Leadership in a Time of Horror and Hope, 1945-1953*, Harper, 2010, 451 pages.

Sur la guerre du Vietnam :

VANN John Paul (lieutenant-colonel), *Harnessing the Revolution in South Vietnam*, 1965, 10 pages (<http://smallwarsjournal.com/documents/bobandrews1.pdf>).

HALBERSTAM David, *The Best and the Brightest*, Macmillan, 1974, 831 pages.

SNEPP Frank, *Decent Interval / An Insider's Account of Saigon's Indecent End*, Random House, 1977, 590 pages.

SHEEHAN Neil, *A Bright Shining lie / John-Paul Vann and America in Vietnam*, Random House, 1988, 861 pages.

MCNAMARA Robert, *In Retrospect / The Tragedy and Lessons of Vietnam*, Time Books, 1995, 414 pages.

Sur la résurgence de la menace terroriste en Afghanistan :

GALULA David, *Counterinsurgency Warfare : Theory and Practice*, Westport, CT, Praeger Security International, 2006, 106 pages (traduit de l'anglais par Philippe DE MONTENON, avec une préface du général David H. PETRAEUS, sous le titre *Contre-insurrection : théorie et pratique*, Économica, 2008, 213 pages).

HAMMING Tore, « Over-the-Horizon is Far Below Standar/Why terrorism will welcome Biden's counterterrorism strategy », *Foreign Policy*, 5 janvier 2022.

Contacteur l'auteur : <https://www.linkedin.com/in/bruno-sentenac-61065826/>